

## MICHEL FOUCHER

Membre du conseil des Affaires étrangères. Ancien ambassadeur de France en Lettonie

Comme marché intérieur, l'Union européenne « à 27 membres et plus » est clairement viable. En tant qu'organe politique, elle ne peut être viable que si elle est fondée sur un nouveau projet. En tant que centre de géopolitique actif et reconnu, elle n'est pas encore viable.

Animée par des acteurs d'un marché unique en croissance et par des impératifs de sécurité, l'expansion territoriale de l'Union européenne se poursuit sans que ses conséquences sur la viabilité des institutions et sur l'efficacité des mécanismes de décision ne soient sérieusement examinées. L'idée que le sentiment d'appartenance à un organe collectif créerait en retour une communauté, a été remise en cause par le manque de clarté des procédures, l'absence de solutions aux défis de notre temps, et la crainte de la dilution des identités individuelles. A l'échelle mondiale, l'UE fonctionne comme un centre économique et monétaire, et comme une expérience réussie d'intégration régionale. Toutefois, elle n'est pas considérée comme un acteur géopolitique majeur en raison du manque d'unité entre les points de vue et les actes, exprimés et perçus, de ses États membres.

L'Europe a des intérêts spécifiques liés aux trois domaines de l'économie, de la politique et de la géopolitique. Ces intérêts peuvent être défendus à trois niveaux géographiques : celui de l'UE elle-même comme un système de relations entre un nombre croissant d'États membres et leurs sociétés ; celui des zones, proches et troublées, qui se trouvent près de l'Union européenne ; et enfin, celui qui englobe le vaste monde qui est en pleine mutation.

L'atelier a été consacré à la première question, celle des frontières possibles d'une UE élargie sur la base de la présentation de la question et des scénarios par l'Ambassadeur Michel Foucher. Pour Kemal Dervis (PNUD), le problème de la Turquie, qui est déjà impliquée dans une coopération poussée par le biais de l'union douanière, est de poursuivre sa modernisation dans un cadre européen, et de s'occuper davantage de politique et de coopérations concrètes plutôt que de problèmes frontaliers qui resteront en perpétuel changement. En 2020-2030, le monde sera fait d'unions régionales, ou même sera encore plus complexe avec des pays qui participeront à plusieurs groupements.

Pour Arseniy Yatsenyuk (Rada, Kiev), l'UE a besoin de politiques concrètes dans les domaines de l'énergie, des visas et des accords de libre-échange. L'accord d'association doit contenir des éléments précis de façon à rapprocher l'Ukraine de l'UE. Si l'Ukraine a des relations stables avec la Russie, la tâche sera plus facile pour l'UE. Sa conclusion est que l'UE à 30 et plus, est plus viable que l'actuelle UE à 27. Pour Jusuf Wanandi, l'UE est vue par ses États-membres comme une confédération plutôt que comme un système fédéral. L'UE peut contribuer à limiter les tendances protectionnistes. Pour Hans Stark (Ifri), l'Allemagne est plus intéressée par des institutions et par la solidarité que par des questions de frontières. Michel Foucher a décrit le scénario d'une plus grande différenciation dans l'UE élargie où les grands États auront plus de poids que les autres, et aussi dans la politique de voisinage, dans une politique « à la carte ». Pour résumer, Quentin Peel (Financial Times) a souligné la résistance

populaire et les atermoiements sur la poursuite de l'élargissement, l'impossibilité d'éviter politiquement une nouvelle phase d'expansion qui changera la nature de l'UE, qui pourrait ainsi devenir plus viable dans le monde futur.